



N°2024-016	<p style="text-align: center;"><b>ARRETE DU MAIRE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>MODIFICATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT RUE D'ARTOIS</b></p>
------------	--

Le Maire de la Ville de Vaujours,

VU la loi 82/213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi 83/8 du 7 janvier 1983, complétée par la loi 83/663 du 22 juillet 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU le décret n° 2005-1500 du 5 décembre 2005 portant application de l'article 18 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU les articles L.2122-18 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de la route,

VU le code de la voirie routière,

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 8ème partie signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 1980 relatif au règlement sanitaire départemental,

VU l'arrêté préfectoral n°99-5493 du 30 décembre 1999 relatif à la lutte contre le bruit,

**CONSIDERANT** que des travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement unitaire, réalisés rue d'Artois et rue du Béarn pour le compte de GRAND PARIS - GRAND EST, par la société COLAS, domiciliée 22 allée de Berlin - 93320 LES PAVILLONS-SOUS-BOIS entraîneront une gêne de la circulation et du stationnement,

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'autorité territoriale investie du pouvoir de police de prendre toute mesure propre à assurer la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique,

**CONSIDERANT** qu'il convient de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour garantir la bonne exécution des travaux d'une part et la sécurité des usagers d'autre part,



## ARRETÉ

- Article 1 :** Du 8 janvier au 23 février 2024, de 8h à 17h30, la circulation et le stationnement seront réglementés comme prévu ci-après.
- Article 2 :** Fermeture à la circulation de la rue d'Artois et de la rue du Béarn, sauf aux riverains.
- Article 3 :** Les riverains devront prendre les mesures nécessaires pour sortir et entrer leurs véhicules en dehors des horaires stipulés dans l'Article 1.
- Article 4 :** La circulation et le stationnement seront interdits au droit des rues précitées selon l'avancement du chantier pour des mesures sécuritaires.
- Article 5 :** GRAND PARIS - GRAND EST, agissant pour son compte, informera les riverains concernés par l'interdiction de stationnement au minimum 48 heures à l'avance au moyen de courriers d'information, de panneaux de signalisation et d'affiches.
- Article 6 :** La société COLAS s'occupera d'amener les containers de déchets les jours de collectes sur la rue de Meaux (lundi et jeudi matin concernant les ordures ménagères, vendredi concernant le tri-sélectif et le verre, mercredi les déchets verts, puis le 1<sup>er</sup> mercredi du mois les encombrants).
- Article 7 :** L'arrêté doit être affiché par le pétitionnaire devant le chantier sur un support leur appartenant et non sur le mobilier urbain de la ville tels que candélabres, distributeurs de sacs, corbeilles de quais, bancs, abris et quais de bus, arbres, ...
- Article 8 :** La voirie doit rester propre et être nettoyée régulièrement sur toute sa largeur par la société chargée des travaux. Il est interdit, pour les éléments ramassés, de les pousser dans le caniveau ou jusqu'aux grilles ou avaloirs avoisinants. Tout le mobilier doit être rangé chaque soir.
- Article 9 :** La signalisation aux présentes dispositions devra être conforme au livre 1 de l'instruction interministérielle de chantier sur la signalisation routière, sera apposée par les soins de l'entreprise chargée des travaux, qui devra accepter toutes modifications pouvant concourir à améliorer la sécurité et les conditions de circulation.
- La mise en place ainsi que la maintenance de la signalisation, tant horizontale que verticale, seront à la charge de l'entreprise qui devra par ailleurs assurer la continuité de circulation des piétons de manière sécurisée.
- Article 10 :** Toute infraction au présent arrêté sera sanctionnée conformément à l'article R.417-10 du code de la route par une mise en fourrière.
- Article 11 :** Le maître d'œuvre et l'entreprise chargés des travaux devront respecter les dispositions du Décret 2011-1241 du 5 Octobre 2011, ainsi que tous les textes qui l'ont modifié à la date des travaux.
- Article 12 :** Le Tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de sa réception en Préfecture de Seine-Saint-Denis ou de sa publication/notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.
- Article 13 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :
- Publié au recueil des actes administratifs
  - Notifié aux intéressé(e)s.
  - Publié

Fait à Vaujours, le 13 décembre 2023



Le Maire

Dominique BAILLY

Vice-président de Grand Paris - Grand Est